



Edito

EGAL À EUX MÊMES

En ce mois de mai, sur une radio publique, le président du Medef a, d'un côté affiché son satisfecit de la politique gouvernementale en matière économique et sociale, et d'un autre aspect, a émis quelques réserves sur une "stagnation" de certaines mesures.

Comme à son habitude, le patronat se félicite des conquêtes qu'il a obtenues et, continue de poser ses revendications. Comme tout a un lien et suite aux manifestations du patronat agricole qui a obtenu des dérèglements de la filière sans aucun précédent, le capital plus traditionnel tend à surfer sur la période (post dégradations) pour accentuer ses desiderata.

Un magnifique pamphlet contre le temps de travail ici en différence avec les autres pays européens, un prêche parfait contre un décrochement de la "compétitivité et de la croissance", une demande divine d'un soutien financier de l'Etat pour la transition écologique et la décarbonation des entreprises et pour finir, une messe contre les déficits publics et le train de vie de l'Etat.

Vous direz, rien de nouveau les connaissez. Mais quand même ! Après avoir dicté les propositions du gouvernement sur les profondes mutations de l'Education Nationale et de la formation professionnelle, après avoir participé et coécrit un rapport de parlementaires pour "un projet de loi pour la simplification de la vie des entreprises", après n'en plus finir de moins d'Etat, plus de décentralisation, de régionalisation et d'Europe, et après des dénonciations récurrentes du dérapage des finances publiques, alors que le capital en est le

plus gros bénéficiaire, le patronat revendique ouvertement pour le plein emploi, des embauches (1 000 000) et pour les hausses de salaires.

C'est fort et cela mérite un début d'explications. Vous vous souvenez, le patron de chez Michelin, un ultra riche lui aussi, avait dit qu'il fallait augmenter les salaires. Vertueux et compréhensif ? Faut pas exagérer et ne pas être dupe. Opportuniste et nouvelle solution ? Très probable. En effet, en annonçant une augmentation et une différenciation salariale suivant ses sites de production, ce groupe remet en cause la généralisation du salaire à travail égal, quel que soit le lieu. Nous revenons au salaire, non pas pour la force et la quantité de travail produites et encore moins de la plus-value créée, mais par rapport au lieu et au niveau de vie qui serait nécessairement indispensable, ni plus ni moins. Nous sommes dans la valorisation du "pouvoir d'achat" sans attachement à la production de valeur.

D'ailleurs, Patrice Martin l'explique très bien. Une augmentation de 1 à 1,5% serait possible en 2024 si l'inflation diminue encore dans les mois à venir. Une valeur dérisoire quand on se rappelle les scores cumulés que nous avons subis depuis plus de deux ans et le partage historique de dividendes dans la même période. Pour ces derniers, pas de notion de lieu, de "pouvoir d'achat" ou de production, juste de la rente financière sur le dos

.../...

Sommaire :

| | |
|---|----------|
| Edito : Egal à eux mêmes | P. 1 & 2 |
| Historique plaque commémorative à l'UD | P. 2 |
| 1er Mai - Prises de parole | P. 3 à 6 |
| Marches des Fiertés - 22 Juin à Bourges | P. 7 |
| Vu sur le site de l'Elysée | P. 8 |
| Sorties Culturelles | P. 8 |



AGENDA

Marches des Fiertés **22 juin 2024** **Aux Jardins des Prés Fichaux**

13h00 : Village associatif avec pique-nique
15h00 : manifestation

Rassemblements pour la paix **en PALESTINE**

Tous les samedis à Bourges et Vierzon

des travailleurs.

Revenons aux prévisions d'emplois qu'il veut créer. Cela ne vous rappelle rien ? Souvenez-vous du badge présenté par Gattaz voilà dix ans. Un million d'emplois mais à partir de trois conditions qu'il a rappelées en décembre dernier, à savoir : "baisse du coût du travail, allègement de la fiscalité sur les entreprises et réforme en profondeur des règles du marché du travail".

Cela fait dix ans et quel bilan de cet appareil médiatique et politique ? Un taux de chômage insupportable, des bénéfiques records année après année, une précarité en constante augmentation, des services publics en perpétuelle déconfiture, une déréglementation des droits des travailleurs et le patronat toujours plus avantage. Alors ! il est où, le million ?

Il faudra très certainement attendre encore dix ans pour le voir, sauf si les finances publiques se mettent encore plus à disposition, soumission, du capital. Cet objectif atteignable selon le Medef ne se fera qu'avec, là aussi, trois thèmes : emploi, recherche et transition écologique. Bon, c'est d'actualité et il semblait peu évident que reprendre des revendications qui datent un peu serait visible.

Pour le capital, l'emploi c'est "amplifier les réformes sur l'éducation" et "faire entrer pleinement l'entreprise dans la bataille pour l'orientation décrétée par le président de la République". La recherche : "pourvoir un million d'emplois de chercheurs, d'ingénieurs et de scientifiques et porter la Recherche et le Développement (R&D) à 3% du PIB". Enfin, la transition écologique est "un quoi qu'il en coûte de la simplification et un pacte vert des investissements".

Vous comprendrez bien que le cahier revendicatif patronal est une fois de plus d'actualité et nous prépare encore à des luttes pour maintenir notre existant. Existants qui se réduisent comme peau de chagrin et qui nous obligent à être plus forts, plus nombreux et plus combattifs.

Les réformes à venir de l'assurance-chômage, du statut de la fonction publique et du Code du Travail, la fusion des conventions collectives ne devront pas sonner le glas des conquises par les organisations patronales.

Mobilisons-nous dès maintenant pour en finir avec ces attaques globales.

Bon courage, les Camarades !

Sébastien MARTINEAU
Secrétaire Général

HISTORIQUE DE LA PLAQUE COMMÉMORATIVE À L'UD

par Robert AUVITY

de l'Institut d'Histoire Sociale Collectif 18

L'idée d'avoir un lieu de recueillement a surtout mûri après l'arrivée de Jacques Rimbault comme Maire de Bourges. A partir de cette date, l'UD et l'UL étaient invitées à toutes les cérémonies commémoratives et nous avons convenu de participer, au minimum, au 8 mai et à l'anniversaire de la libération de Bourges le 6 septembre.



Pour un lieu de recueillement qui nous soit propre, c'était plus compliqué.

Impossible, faute de place, de poser une stèle comme à la fédé du PCF, pas possible non plus d'avoir un monument aux morts comme à l'Aérospatiale, aux Etablissements militaires, à la Denison et bien d'autres.

C'est alors qu'a surgi l'idée de cette modeste plaque dans le hall d'entrée de l'UD avec les noms des deux secrétaires de l'UD et de tous les cégétistes victimes du nazisme. Même si nous savions qu'ils étaient très nombreux, nous n'avions pas de liste des adhérents de la CGT victimes de la barbarie. Vu leur nombre, une stèle était inenvisageable.

Pour le dévoilement de la plaque, je n'ai pas la date exacte. Il s'agit je pense du 8 mai 1980 ou 1981. La décision avait été prise d'organiser l'hommage le 8 mai, avant l'hommage au monument de la Résistance. Sans être un fiasco, ce ne fut pas une réussite. Deux cérémonies dans la matinée, ça ne fonctionnait pas. C'est alors que la date du 1er mai s'est imposée. Elle était la plus appropriée pour au moins deux raisons simples : c'est de rassembler au moins une grande partie des manifestants, de leur rappeler ces moments historiques, et, autre raison essentielle, il n'y a pas d'autres cérémonies de ce type ce jour-là.



VENTE de BADGES
« ÉGLANTINE » à l'UD
au prix de 2 €



PRISE DE PAROLE - 1er MAI 2024

Hommage à Maurice RENAUDAT

par Sébastien MARTINEAU - Secrétaire Général de l'UD du Cher

Cher(e)s Camarades,

Cette cérémonie militante d'hommage aux camarades victimes du nazisme pour le 1^{er} Mai tient toute sa place dans l'actualité. Certes, nous ne sommes pas dans la même période et toutes comparaisons ne seraient pas raison. L'histoire ne se répète pas mais elle a sérieusement tendance à bégayer. Qui dit autre temps pourrait dire autres problèmes. Mais aujourd'hui comme hier les mêmes causes créent indéfiniment les mêmes effets et conséquences.

Cette cérémonie ne date pas d'hier et vous avez une partie de cette histoire affichée sur cette plaquette. Merci aux camarades du collectif départemental de l'Institut d'Histoire Sociale pour leur travail.

Institut d'Histoire Sociale, collectif 18, Union Départementale, Maison des syndicats, Parti Communiste Français, résistant, Musée de la Déportation et de la Résistance, intervention pour la mémoire dans les collèges, et avant tout travailleur métallurgiste militant CGT sont, dans le désordre, les multiples responsabilités et combats que Maurice a livrés durant sa vie et qui ne semblent plus s'arrêter. Pas une semaine ne passe sans que nous fassions référence à sa mémoire ou une anecdote que chacun a connue et mémorisée. Nous nous retrouvons dans tous ses combats pour un monde meilleur, pour le changement de société, contre les guerres et pour la paix dans le monde.

Nous ne referons pas ici son parcours de jeunesse, de travailleur, ni de retraité et encore moins ses années de militantisme pour les droits des travailleurs. Chaque partie de sa vie est une aventure, malheureuse et heureuse, emplie de peine et de joie, de défenses ou de conquêtes.

Son livre " Le chemin que j'ai parcouru..." est, en lui-même, une formidable retranscription de l'engagement de Maurice, d'une très émouvante histoire humaine qu'il faut faire connaître. Le bulletin de

l'UD recueillant les hommages lors de sa cérémonie d'obsèques est un supplément de mémoire à faire également partager.

Pour autant, sans faire de tri ni de sélection dans ce passé magnifique d'histoire, je tiens à faire référence à cette très belle aventure qu'a été la décision de l'acquisition ou de la construction d'un bâtiment pour détenir une bourse du travail, propriétaire de la CGT, et donc de se débarrasser des choix politiques des municipalités.

Choix audacieux pour l'époque mais qui en disait long sur les prémices de ce qui arrive maintenant avec la remise en cause des bourses du travail un peu partout dans le pays. La volonté politique et la mise en œuvre de ce chantier ont demandé du courage et une volonté farouche de le faire aboutir.

Maurice venait régulièrement à l'UD. Tant qu'il a pu, il venait discuter d'actualité, nous dire ce qui lui plaisait moins dans nos écrits, nos interviews

mais sans aucune accusation ni remise en cause de nos choix. Il voulait tout simplement comprendre et entendre nos arguments. Cela m'a valu de longues explications tant sur le fond que sur la forme mais toujours dans une compréhension et une empathie totales. C'était quelqu'un. C'était une personne très attachante malgré une apparence qui m'impressionnait beaucoup mais qui imposait mon respect le plus total.

Maurice, tu resteras une des grandes figures des responsables syndicaux de ce département comme le furent Pierre Hervier, Albert Kaiser, Jean Andros, Lucien Petit et les nombreux camarades qui ont fait la grandeur de notre

organisation. Une pensée pour la justesse et le militantisme de nos camarades disparus à qui nous disons un grand merci pour leur dévouement.

Maurice, suite à ton décès, nous avons fait une



*1er Mai 2023 - de gauche à droite :
Maurice Renaudat - Jean-Claude Vatan
Jean-Pierre Planson - Sébastien Martineau*

demande à la mairie de Bourges pour nommer la place couvrant le boulevard Lahitolle, "Place Maurice Renaudat". Le maire était d'accord sur le principe mais nous n'avons toujours pas de réponse officielle. Bourges, capitale européenne de la culture l'a très certainement occupé. Mais la culture du monde ouvrier, de la CGT, l'histoire de ces hommes et de ces femmes qui ont fait les luttes, les conquêtes dans ce département et particulièrement à Bourges doivent être prises en compte.

C'est le premier 1^{er} Mai sans toi, sans ta présence tant attendue par nombre de camarades, sans que tu déposes avec émotion la gerbe. Pour autant et dans la continuité de ton combat, nous avons l'hon-

neur et une certaine fierté de pouvoir une nouvelle fois apposer ton nom sur les locaux de l'UD qui portent déjà ton nom, de ton vivant, depuis 2011.

Cher Maurice, au nom de tous les camarades nous te dédions cette plaque qui, à nos yeux, représente l'homme engagé et convaincu que tu étais, l'homme infatigable et militant jusqu'à ton dernier souffle.

Cher Maurice, tu resteras à jamais gravé sur cette plaque, dans nos cœurs et profondément ancré dans nos valeurs du combat pour un monde nouveau.

Merci Maurice, Merci notre camarade.



PRISE DE PAROLE - 1er MAI 2024

par Philippe BERNARDIN

Cher(e)s Ami(e)s, Cher(e)s Camarades,

Tout d'abord, je voudrais vous remercier pour l'attention que vous avez portée lors du dévoilement de cette plaque. La mémoire de Maurice, de tous les dirigeants, des camarades et des militants qui ont fait notre CGT départementale est entretenue par la direction actuelle.

Le 1^{er} mai est une journée d'action, de grève et de manifestations, particulière. Elle est mondiale, en même temps et sur la même revendication initiale : l'acquisition et le respect des droits des travailleurs partout, dans tous les pays et contre la guerre. Et plus le temps avance et plus les droits sont bafoués, combattus, anéantis et plus les conflits et les

guerres sont nombreux. Faut-il y voir une relation entre moins de droits et plus de guerres, plus de conflits armés et réduction des conquies sociaux ?

De tout temps cette journée de lutte fut combattue féroceement par le patronat et les gouvernements. Entre la répression mortelle de manifestants à Chicago en 1886, à Fourmies en 1891, les arrestations et les incarcérations dans de nombreux pays, les interdictions de manifestations pendant les années sombres de l'histoire, la répression ici, en France, qui s'aggrave d'année en année, le droit de manifester et de revendiquer, sont de tout temps remis en cause. Souvenez-vous comment les manifestations encadrées par la CGT ont été largement chargées par les forces de l'ordre sans aucun motif ni

prétexte. Cette répression doit en finir, là aussi nous avons des droits.

Comme les droits des travailleurs, les libertés, qu'elles soient citoyennes ou syndicales, font l'objet d'attaques perpétuelles. Avant comme maintenant, le capital ne supporte en rien de lâcher sur la défense et l'acquisition de droits. Ce que nous faisons, ce que nous avons obtenu est largement vilipendé et attaqué. La preuve en est pour les mille camarades poursuivis. Nos camarades de Saint-Florent sont également là pour en témoigner et nous nous retrouverons au mois d'octobre pour réaffirmer notre combat contre l'injustice et la répression qu'ils subissent.

Si certains mouvements syndicaux patronaux, les occupations illicites et les dégradations sont largement tolérés voire même encouragés ces dernières semaines, il n'en est rien pour les manifestations contre le massacre et le génocide en cours en Palestine. Combien d'arrestations et d'interdictions de manifester ont été prononcées pour empêcher les participants qui s'opposent à la guerre, à toutes les guerres, de s'exprimer pacifiquement ?

Notre camarade, Jean-Paul Delescaut, secrétaire de l'UD du Nord s'est vu condamné à un an prison avec sursis pour apologie du terrorisme après un tract pour une manifestation en soutien au peuple palestinien. Une honte, c'est une attaque frontale contre l'expression des camarades et une de plus contre notre organisation.

Des meetings, des réunions publiques de soutien à la cause palestinienne interdits, des candidats aux élections et des élus de la République convoqués pour, là aussi, apologie du terrorisme, des étudiants évacués sous les ordres du collabo Darmanin, voilà la triste réalité d'une République qui se transforme dangereusement en un régime fasciste.

Militants politiques, associatifs, syndicalistes engagés qui dénoncent la barbarie, qui s'opposent à toutes les guerres, aux impérialismes, qui revendiquent la paix et des avancées sociales pour les travailleurs sont mis au pilori et sont muselés dans leurs expressions.

Et que dire des centaines de journalistes engagés qui se font interdire de publier, sont muselés, à qui on interdit certaines accréditations, à qui l'on retire

leurs cartes de presse ou plus simplement tués pour leur engagement et leurs positions ? Les groupes de presse, comme dans l'histoire récente, sont acteurs et complices de la montée des idées réactionnaires.

Nous le disions dans notre tract, le 1^{er} Mai appartient aux forces progressistes de ce pays. Nulle part les idées d'extrême droite n'ont leur place dans cette journée d'action comme dans toutes les autres pour défendre et conquérir des droits. N'en déplaise à certains, ces idées sont largement véhiculées par le gouvernement en place et le patronat n'y trouve rien à redire.

Macron, dans sa stratégie, est en train de légitimer Le Pen comme une sainte parmi les bourreaux potentiels, le capital en fera son affaire dans sa plus grande complaisance et avec mansuétude. L'argent n'a pas d'odeur, la répression, l'autoritarisme et le fascisme ne sont pas un danger à leurs yeux.



Ce 1^{er} Mai, est encore plus marqué par les annonces qui font froid dans le dos pour nombre de travailleurs et leurs familles. Salaires, pensions, minima sociaux en berne, prix exorbitants, assurance chômage, économies, austérité, statuts,

Code du Travail, hôpital public, services publics, éducation et formation, la culture sont dans le collimateur de ce gouvernement sous injonction de la Commission européenne.

Ces coupes drastiques, qui vont concerner l'ensemble des travailleurs, des retraités et des chômeurs sont en totale opposition avec l'économie de guerre décidée par l'OTAN, la Commission européenne et ce gouvernement réactionnaire.

Comme nous l'avons déjà dit, le quoi qu'il en coûte doit être remboursé en saignant la population pendant que les actionnaires des multinationales de l'armement et leurs actionnaires se gavent avec de l'argent public, avec de la dette d'Etat, qui devraient nous revenir légitimement, et qu'ils nous obligeront, là aussi, à rembourser.

Dans le pays qui occupe la 7^{ième} place des pays les plus riches de la planète, nous sommes à la 24^{ième} place dans le classement du Produit Intérieur Brut par habitant, nous pouvons nous poser légitimement la question où va notre richesse créée par notre travail ? La réponse est en partie trouvée quand les dividendes des plus grandes entreprises, sans con-

naître précisément les montants distribués des moins grandes, ont augmenté de plus de 8 % en un an et de 31 % en l'espace de 6 ans.

Avons-nous eu des augmentations de cet ordre dans le même temps ? Avez-vous vu des investissements publics de cette hauteur ? Avez-vous vu les cotisations sociales croître pour assurer un accès aux soins et pour l'hôpital public ? Avez-vous constaté des embauches en nombre pour partager le travail, le sécuriser pour de bonnes conditions de travail et éviter les morts au travail ?

Rien de tout ça. Si nous sommes dans ces situations de pauvreté, de précarité et de paupérisation, des sous-embauches, c'est bien parce que le patronat, le capital et leurs suppôts sont nocifs pour notre classe sociale. Ils se gavent sur notre dos et nous font payer leurs choix.

Cher(e)s Camarades, nous le disons et le répétons inlassablement, nous devons nous battre collectivement pour nous débarrasser de ce modèle économique. Les guerres, la destruction de notre modèle social, de notre société, la privatisation et la mar-

chandisation de notre vie commune sont les conséquences des choix capitalistes.

L'objectif d'une société basée sur le partage des richesses entre celles et ceux qui les créent, d'une société qui ancre la solidarité quelles que soient les difficultés, qui fonctionne pour l'intérêt général et le bien commun, débarrassée de toute compétition, de tout corporatisme et marquée par la coopération, doit être un combat commun à l'ensemble des travailleurs, avec ou sans travail.

Cher(e)s Camarades, notre organisation ainsi que celles présentes aujourd'hui se mobilisent pour créer les conditions pour que les batailles à venir sur l'assurance chômage, la reconquête des statuts, du Code du travail, des conventions collectives et pour notre Sécurité sociale puissent contribuer au progrès social et au changement de société, tant espéré et attendu par nombre de citoyens dans la population.

Bon 1^{er} Mai, vive la lutte des travailleurs, vive la CGT. Merci.



1er Mai 2024 - Dépôt de la gerbe par :
Emmanuelle Arnoult-Marais - Secrétaire Générale de l'USD Santé
Roger Léger - Retraité du Syndicat MBDA ex AERO

& La maxime du mois &



**TOUTE FORME DE MÉPRIS,
SI ELLE INTERVIENT EN POLITIQUE,
PRÉPARE ET INSTAURE LE FASCISME.**

ALBERT CAMUS - L'HOMME RÉVOLTÉ - 1951



La CGT dans les marches des fiertés pour l'égalité des droits



Aujourd'hui, bon nombre de droits acquis ne sont pas respectés. Alors que l'assistance médicale à la procréation (AMP) a été ouverte en 2021 à toutes les femmes, qu'elles soient en couple ou seules, lesbiennes, bisexuelles, aux personnes transgenres et intersexuées, les inégalités perdurent pour les personnes LGBTQI+, notamment dans l'établissement de la filiation, les droits parentaux et, par ricochet, la déclinaison de ces droits dans le monde du travail (congés parentaux, droit au bénéfice de la mutuelle pour la ou le conjoint-e).

Les inégalités de droits persistantes favorisent les discriminations dont sont victimes les personnes LGBTQI+. Ces discriminations doivent cesser sans délai. Les discriminations se déroulent en premier lieu dans le monde du travail. Il s'agit de harcèlement dans 32 % des cas recensés. En 2023, 60 % des personnes LGBTQI+ discriminées au travail déclaraient l'être par des collègues, 42 % par des supérieur-es hiérarchiques.

En plus du harcèlement et des discriminations subies au quotidien, les personnes LG-BTQI+ voient généralement leur évolution professionnelle bloquée. Alors que le dernier rapport de SOS Homophobie indique que la part des cas de LGBTphobies en milieu professionnel est restée stable par rapport aux années précédentes (9 % de l'ensemble), l'égalité des droits en France n'est toujours pas

une réalité. Les agressions physiques déclarées sont en progression. Selon une étude du service statistique du ministère de l'Intérieur publié le jeudi 16 mai 2024, les atteintes envers les personnes LGBT+ ont augmenté de 13% en 2023 en France par rapport à 2022, avec même un bond de 19% pour les crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie. Elles concernent tout particulièrement les femmes. Pour autant, plus de 70% des victimes de ces crimes ou délits sont des hommes, et 49% ont moins de 30 ans, dont 7% moins de 15 ans. De leur côté, les mis en cause sont principalement des hommes (82%).

La CGT dispose de formations et d'outils pour prévenir et lutter contre les discriminations et pour gagner l'égalité des droits. La CGT exige des employeur-ses qu'ils et elles créent des environnements de travail inclusifs pour les personnes LGBTQI+, qu'ils et elles mettent en œuvre toutes les mesures et droits de ces salarié-es et que des négociations périodiques obligatoires avec les syndicats soient mises en place sur ces sujets dans les entreprises. Elle exige du gouvernement qu'il contraigne les employeur-ses à prendre ces mesures et à les formaliser par le biais de la négociation collective, à mettre en œuvre des politiques publiques permettant sensibilisation et pédagogie, et des critères pour apprécier l'efficacité des mesures.

Au travail, dans la vie : gagnons l'égalité

Pour la CGT, gagner l'égalité pour toutes et tous passe par un engagement sans faille contre toutes les formes de discriminations. Pour que vos droits soient respectés, qu'ensemble nous gagnions de nouveaux droits pour les personnes LGBTQI+... syndiquez-vous !

SAMEDI 22 JUIN 2024 à BOURGES

Au Jardin des Prés Fichaux



13h00

**Village associatif
avec pique-nique**



15h00

Manifestation

Premières organisations qui appellent dans le Cher : Association LGBTQIA+ Berry – Planning familial – Solidaires

Bourges, le 22 Mai 2024

VU SUR LE SITE DE L'ELYSÉE

Choose France vu par Macron

Décryptage CGT

"Depuis 7 ans, le Sommet Choose France est devenu le rendez-vous dédié à l'attractivité de la France.

→ L'attractivité est de la mise en concurrence voire de la "prostitution économique" au service du patronat. Les réformes menées pour favoriser l'activité économique ne sont ni plus ni moins que la destruction massive des droits sociaux des travailleurs.

Instauré par le Président Emmanuel Macron, Choose France vise à présenter et expliquer aux grandes entreprises internationales les réformes menées pour favoriser l'activité économique de notre territoire.

→ Les détenteurs du capital remercient Macron pour services rendus.

Il permet également de souligner l'importance des investissements internationaux pour soutenir la croissance, l'innovation et l'emploi partout en France.

→ Comme si les capitalistes avaient un intérêt particulier à soutenir quoi que ce soit ici ou ailleurs. Ils sont présents pour capter un maximum d'argent. Éléments de langage qui ne dupent pas un seul syndicaliste.

Chaque année, ce sont près de 400 entretiens bilatéraux qui sont organisés entre le Président de la République, les ministres et les dirigeants d'entreprises, étrangères et françaises, pour échanger sur leurs projets d'implantation dans l'Hexagone.

→ C'est le principe même des gouvernements VRP du patronat. Sinon, ils ne servent à pas grand-chose.

Et les résultats sont là :

→ 10451 projets d'investissements étrangers en France sur la période 2017 à 2023 ;

→ 2017-2023 : 315 463 défaillances d'entreprises (Statista) et un nombre incalculable de personnes sans travail. C'est un chômage qui ne diminue que de 1,7% et de nombreuses réformes pour exclure les chômeurs.

→ 307940 emplois maintenus ou créés pour les Français de 2017 à 2023, partout en France ;

→ Entre les promesses, les embauches réelles avec la multitude de contrats existants, c'est tout simplement incalculable.

→ La France reste le pays le plus attractif pour les investissements étrangers pour la cinquième année consécutive."

→ Oui, c'est sûr avec les aides publiques : 2000, 40.5 Mrd. 2019, 156,9 Mrd et presque 200 Mrd en 2023. Aides financières directes, exonérations fiscales et de cotisations font le bonheur du patronat français et des capitalistes du monde entier.

Bienvenue dans le modèle économique "Made in France".

SORTIES CULTURELLES

Ciné-Débat - Le Rio à St-Florent

Lundi 17 Juin à 20h30



Notre camarade Michel se donne sur scène, avec sa verve et son entrain que vous reconnaîtrez sans difficulté.

Un moment au profit d'associations caritatives.

Bonne soirée en perspective.

